

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION déposé le 15/12/2025 par SCI M.N.N. demeurant 4 Rue Aristide Berger ZA les 4 Buissons 38230 Tignieu-Jameyzieu représenté par M CORIGLIANO Stéphane pour Détachement parcellaire d'un lot destinée à être bâti terrain sis Rue de la liberté 38230 PONT DE CHERUY à usage de Ref. Cad. AI-0297	Dossier DP0383162510086
--	--

URBA -dt-2025/07

ARRETE

- Vu** la demande de déclaration préalable susvisée,
Vu l'objet de la demande,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le Plan local d'urbanisme de la commune de PONT DE CHERUY approuvé le 19 septembre 2024,
Vu le règlement de la zone UCb du PLU,
Vu l'arrêté en date du 27/05/2020 portant délégation des fonctions d'urbanisme à Monsieur Jean-Louis ANDREU, Premier Adjoint,

L'avis de dépôt de la demande de déclaration préalable a été affiché en mairie en date du 16/12/2025.

Considérant que le règlement de la zone UCb impose deux places de stationnement par logement.

Considérant que le projet consiste à diviser un terrain de 367 m² en vue de construire ; que ce terrain accueille déjà 5 appartements selon la cadastre de la commune.

Considérant que la création du nouveau lot à bâtir se ferait sur la partie libre du terrain devant accueillir les places de stationnement nécessaires aux logements existants, et rendrait ainsi inopérant l'application de l'article UCb du PLU.

Considérant que le pétitionnaire fait état de son titre de propriété de 6 places de stationnement situées en face de la parcelle ; que ces places de stationnement font partie d'un lot de places déjà destiné initialement à desservir un collectif existant, pour lequel un permis de construire de 2005 avait été accordé.

Considérant que des places de stationnement réservées initialement à un programme de logement ne peuvent servir à justifier d'autres logements.

Considérant dès lors qu'il convient de s'opposer à la présente déclaration préalable.

ARRETE

Article 1 : Décision

La présente demande de DECLARATION PREALABLE est REFUSEE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Fait à Pont de Chérury, le 13 janvier 2026



Le Maire Adjoint,

Jean-Louis ANDREU

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions de l'Article L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il(s) peut(vent) saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.